

Aude Thomas

Chargée de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Après Déby : une nouvelle déstabilisation du sud libyen ?

Le 26 avril mourrait le président tchadien, Idriss Déby Itno, le jour même où les résultats officialisaient son élection à un sixième mandat. Le président aurait succombé à des blessures occasionnées par l'explosion d'un obus à proximité de son véhicule lors d'une rencontre avec des membres du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT)¹. Le 11 avril, le groupe rebelle avait quitté le sud libyen en direction de la capitale afin de renverser le régime Déby.

Quelques jours avant la mort du président tchadien dans des circonstances troubles, les membres africains du Conseil de sécurité des Nations unies avaient demandé la tenue d'une réunion concernant l'épineuse question du départ des combattants étrangers de Libye. Les États sahéliers craignent à juste titre que la résolution du conflit libyen n'entraîne le retour de ressortissants sahéliers dans leurs pays d'origine en proie à de nombreuses déstabilisations². La Libye abrite actuellement plusieurs milliers de combattants étrangers parmi lesquels des Syriens, des Russes, des Soudanais, des Somaliens³ ainsi que des Tchadiens recrutés en grand nombre pour mener la campagne de Tripoli. En 2011, les groupes armés rebelles tchadiens ont trouvé refuge dans le Fezzan. Installés initialement au Soudan et soutenus par le président Omar Al-Bachir alors en conflit avec son homologue Déby, ces groupes furent expulsés lors de la signature d'un accord de paix entre les deux voisins en 2010.

Ainsi, si les craintes de déstabilisations s'avèrent légitimes pour les États du Sahel, elles le sont tout autant pour la région libyenne du Fezzan, épargnée dans une moindre mesure par les

¹ Declan Walsh, « Where Did Chad Rebels Prepare for Their Own War? In Libya », *New York Times*, 22 avril 2021.

² À ce propos, le Kenya aurait demandé sans succès que le mandat de la mission UNSMIL soit étendu à la sécurisation de la frontière sud-libyenne.

³ « Le départ de Libye de 25 000 mercenaires inquiète ses voisins africains », France Info Afrique, 3 mai 2021.

affrontements pour le contrôle de Tripoli (avril 2019-juin 2020). La région, paradoxalement marginalisée ces dernières décennies par les autorités libyennes successives, se compose d'une mosaïque ethnique. Paradoxalement, car la région méridionale libyenne abrite une part importante des ressources en hydrocarbures et en eau du pays. Cette courte note vise à évaluer les implications des derniers événements tchadiens en Libye, tout particulièrement au Fezzan, et d'y présenter les dynamiques à l'œuvre. La question sous-jacente est de savoir si une confrontation entre acteurs libyens et parrains régionaux peut éclater dans cette zone reculée de Libye et quelle serait la position du FACT.

Présence du FACT en Libye

Le FACT est né en 2016 de luttes intestines pour le contrôle du groupe tchadien d'opposition, l'Union des Forces pour la Démocratie et le Développement (UFDD)⁴, mené par Mahamat Nouri. Ce dernier a mandaté le futur chef du FACT, Mahamat Mahdi Ali, pour reprendre le contrôle de l'UFDD en Libye. À l'époque, Mahdi a tenté de s'imposer à la tête du mouvement en s'appuyant sur les membres du groupe issus majoritairement de la tribu des Daza Gorane, à laquelle il appartient, et qui sont présents dans les régions tchadiennes de Bahr El-Ghazel et Kanem. Ces divisions ont abouti à la création de trois groupes : l'UFDD, le FACT et le Conseil du Commandement Militaire pour le Salut de la République (CCMSR), mené par Mahamat Hassani Bulmay. Jusqu'à récemment, les membres du FACT étaient « employés » par le maréchal Haftar. Ils avaient précédemment servi des groupes armés de Misrata avant de rejoindre les forces de l'Armée nationale libyenne (ANL). En réalité, les relations entre le FACT et l'ANL relèvent de l'opportunisme et sont liées à « l'effort de guerre »⁵. Le FACT se distingue en effet des nombreuses factions armées présentes en Libye et dont les rapports avec les autorités locales relèvent principalement du mercenariat. Tout d'abord, le groupe fait preuve d'une certaine neutralité à l'égard des différents acteurs et gouvernements libyens. Ainsi, lorsque l'ANL a pris le contrôle de la base de Jufra en 2017, un accord tacite de non-agression est passé avec les forces armées⁶. Selon une étude de *Global Initiative*, entre 2017 et 2018, le FACT a même joué un rôle de police pour le compte de l'ANL toujours dans les environs de Jufra et a mené également des opérations de contre-terrorisme ciblant les cellules de l'État islamique réfugiées dans la région⁷. Le FACT a refusé en revanche de participer aux affrontements de Tripoli et a préféré la sécurisation des installations militaires des alliés de l'ANL ainsi que certaines installations pétrolières⁸. Par ailleurs, le groupe a « *un agenda politique clair* » : « *renverser le régime Déby* »⁹. Il n'aurait ainsi pas vocation à demeurer en Libye¹⁰.

⁴ L'UFDD réunissait les groupes armés rebelles tchadiens présents dans le Fezzan.

⁵ Alexandre Bish, « Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel », *Global Initiative*, 23 avril 2021.

⁶ « Who are Chad's FACT rebels and what are their goals? », *Al-Jazeera*, 21 avril 2021.

⁷ « Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel », *op. cit.*

⁸ « Rapport du Groupe d'experts sur la Libye », Conseil de sécurité des Nations unies, S/2021/229, 8 mars 2021, p. 7.

⁹ Entretien avec Fezzan Consulting, 6 mai 2021.

¹⁰ Lire le manifeste politique du FACT publié en décembre 2020 à l'adresse suivante : <https://drive.google.com/file/d/1dZJ0tfCHrd3oA-JG3Mohur2iacBefHL5/view>.

¹¹ Aurélie Bazzara-Kibangula, « Tchad : d'où vient l'arsenal des rebelles du Fact ? », RFI, 6 mai 2021.

Auprès de Khalifa Haftar, les combattants du FACT ont obtenu financement, armement et équipement des Émirats arabes unis. D'ailleurs, les forces tchadiennes auraient été surprises par la qualité de l'armement du FACT, équipé de canons antiaériens et antichars de 23mm, de mortiers de 120mm, de mitrailleuses 14.7mm et de nombreuses caisses de munitions¹¹. Le groupe compterait 1 000-2 000 hommes et entre 300 et 500 véhicules¹². Initialement installé à Jufra, il aurait étendu sa présence aux zones de Tamanhint, Brak et Sebha¹³, où Mahamat Mahdi Ali aurait été aperçu début mai (*voir carte ci-dessous*). Dernièrement, il aurait déplacé son centre de commandement dans la région de Jabal Al-Aswad. À Jufra, le camp du FACT était mitoyen de celui de Wagner, près de la base aérienne¹⁴. Cet élément a conduit quelques médias à suggérer que le groupe Wagner aurait formé le FACT dans le but de déstabiliser le Tchad et de nuire à la présence française au Sahel. Cette accusation est également formulée par les États-Unis mais aussitôt démentie par le représentant russe, Dmitry Polyanskiy, lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies¹⁵, ainsi que par le FACT¹⁶.

La descente sur N'Djamena et les opérations de contre-insurrection de l'armée tchadienne

En octobre 2020, à la suite de la signature d'un cessez-le-feu entre l'ANL et le gouvernement de Tripoli, la question s'est posée du retour au pays des combattants étrangers. Deux éléments nourrissent cette crainte : les tensions d'ordre financier entre groupes armés affiliés à l'ANL et les pressions internationales. En effet, l'armée de Khalifa Haftar ne dispose plus de ressources financières suffisantes pour payer les combattants étrangers. Les parrains régionaux auraient-ils réduit significativement leur aide au maréchal suite à la débâcle de Tripoli¹⁷. L'absence de revenus aurait exacerbé les rivalités pour le contrôle des ressources tirées des activités criminelles et de contrebande. Par ailleurs, les Nations unies et les États-Unis ont appelé au retrait des mercenaires en vue de l'organisation des élections présidentielles et parlementaires libyennes de décembre 2021. Ces appels s'adressent principalement aux parrains du conflit libyen, à savoir la Turquie et la Russie. Les motivations des ressortissants sahéliens sont différentes. Les groupes soudanais sont incités par l'accord de Juba, qui a pour objectif la réintégration des combattants soudanais. Pour les membres du FACT, positionnés dans les environs de Jufra, les élections présidentielles tchadiennes d'avril 2021 sont une opportunité de renverser le régime en place.

Le 11 avril 2021, entre 800 et 1 000 combattants ont traversé la passe Kourzo pour rejoindre N'Djamena. Le 15 avril, l'Armée nationale du Tchad (ANT) a mené ses premières frappes contre ces derniers à Zouarké¹⁸. Le 17-18 avril, l'ANT a freiné l'avancée du FACT dans la région de Ziguey, située à 300km de la capitale. Plusieurs centaines de combattants des deux camps sont

¹² « Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel », *op. cit.*

¹³ Nations Unies, S/2021/229, *op. cit.*, p. 7.

¹⁴ Entretien avec Fezzan Consulting, 6 mai 2021.

¹⁵ « UN discusses risk of mercenaries' dispersal from Libya to region », *The Arab Weekly*, 30 avril 2021.

¹⁶ « Tchad : d'où vient l'arsenal des rebelles du Fact ? », *op. cit.*

¹⁷ Christophe Boisbouvier, Jalel Harchaoui, « Mort d'Idriss Déby : 'Il n'y a pas de complot du maréchal Haftar mais un excès d'indifférence' », RFI, 11 mai 2021.

¹⁸ « Chad: What are the risks after Idriss Déby's death? », International Crisis Group, 22 avril 2021.

¹⁹ « Chad rebels 'fleeing', says defence minister », *Modern Ghana*, 6 mai 2021.

tués au cours des affrontements. Le FACT compte en effet 300 tués et 246 capturés (selon des sources militaires tchadiennes) et a annoncé consécutivement une retraite stratégique¹⁹. Le 20 avril, l'armée a informé la population de la mort du président Déby près de Nokou sans préciser les circonstances de l'incident²⁰. À la suite de ce communiqué, un Conseil militaire de transition (CMT) est institué avec à sa tête Mahamat Idriss Déby (dit Kaka), fils de l'ancien président. Le Conseil est chargé d'assurer une transition de dix-huit mois d'ici l'organisation de nouvelles élections. Cette annonce a été rejetée par la société civile et une partie de l'opposition. Une escalade de violence dans le nord du Tchad et dans les zones limitrophes est d'autant plus à craindre compte tenu du refus du CMT de négocier avec le FACT. Le Conseil a déclaré que « *le temps n'était ni à la médiation ni à la négociation avec des hors-la-loi* »²¹. À l'inverse, le FACT s'est opposé fermement à la nomination de Kaka. Il a déclaré que le « *Tchad n'est pas une monarchie. Il ne peut y avoir de dévolution dynastique du pouvoir dans notre pays* »²². Depuis, le CMT a multiplié les opérations de contre-insurrection dans la région de Kanem, au nord du pays. Le 9 mai, l'armée tchadienne a affirmé avoir maté la rébellion et organisé une parade militaire dans la capitale. Une opération qui semble avoir pour objectif de renforcer la crédibilité de l'armée et la légitimité du CMT²³. Le lendemain, le FACT a publié un communiqué de presse dans



Carte de la présence et des mouvements du FACT en date d'avril 2021
(source : Carte Aude Thomas, GoogleMap et sources ouvertes)

²⁰ Plusieurs théories sont évoquées. La première suggère que le président aurait été tué à l'issue/au cours d'une rencontre avec des commandants du FACT. La seconde théorie avance qu'il aurait été tué par un membre de son propre entourage, des officiers de sécurité appartenant à l'ethnie Zaghawa du président Déby (« Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel », *op. cit.*).

²¹ Giorgio Cafiero, « Will Deby's death fuel instability in Chad and across the Sahel? », *TRT World*, 26 avril 2021.

²² « Communiqué de presse N°0011/B.E/2021 », FACT, 20 avril 2021.

²³ « Chad claims win over rebels after President Déby's death », *BBC*, 9 mai 2021.

²⁴ « Communiqué de presse n°0019/B.E/2021 », FACT, 10 mai 2021.

lequel il a confirmé « *disposer des forces nécessaires pour réaliser l'aspiration du peuple tchadien* », contredisant les déclarations de l'armée tchadienne. Le groupe a précisé par ailleurs disposer d'un « *armement sophistiqué* » et que son « *dispositif anti-aérien [n'était] pas détruit* »²⁴. La posture du CMT vis-à-vis de la rébellion pourrait avoir pour effet de fédérer davantage les groupes armés tchadiens.

La course aux alliances

Ces événements interrogent sur les scénarios d'évolution de la présence et des capacités du FACT en Libye ainsi que sur les éventuelles tractations dont il pourrait faire l'objet. Les opportunités d'action qu'ont les deux principaux protagonistes tchadiens reposent sur leur capacité respective à fédérer leur camp. Les alliés de Mahdi se sont multipliés au cours de ces dernières semaines. En ce qui concerne les acteurs tchadiens, il peut compter sur l'appui d'une partie des Toubous, auprès desquels il a combattu dans la région du Tibesti, et depuis peu de certains Zaghawa (tribu de Déby). Au soutien d'une partie de ces tribus s'ajoute celui des membres du Front National pour la Démocratie et Justice au Tchad, de l'Union des Forces de la Résistance (UFR)²⁵ et du CCMSR. Ces derniers procèderaient à des « *regroupements sporadiques* » dans le sud libyen²⁶. L'influence du FACT dans les régions nord-tchadiennes du Tibesti et Kanem est d'autant plus susceptible de s'accroître que l'armée tchadienne peine à consolider son emprise et à projeter ses forces dans la zone. Au-delà d'autres groupes rebelles, le FACT peut également espérer le ralliement d'une partie de la population tchadienne opposée au Conseil militaire de transition. En effet, des manifestations hostiles à la transition militaire ont été violemment réprimées à N'Djamena et Moundou, faisant une dizaine de morts et de blessés fin avril.

Une reconfiguration des alliances se dessine également entre le FACT et les acteurs libyens présents au Fezzan. Les groupes armés tchadiens ont su y tisser, au cours de ces dernières années, des relations fortes avec les populations locales et les groupes criminels. Ces groupes bénéficient des réseaux de contrebandes et de divers trafics (drogue, migrants, etc.) passant par cette région et aussi de l'exploitation des mines d'or²⁷ situées à la frontière tchado-libyenne. Outre les revenus qu'il procure, le Fezzan offre également au FACT une zone de repli contre les opérations et incursions de l'armée tchadienne. Ainsi, il y a fort à parier qu'il y conservera une empreinte territoriale significative.

Ces luttes d'influence pourraient constituer une menace pour la Libye compte tenu de l'équilibre fragile entre communautés au Fezzan et du processus de transition politique en cours. La région a pendant longtemps échappé au contrôle des gouvernements successifs. Ce désintérêt pour le sud libyen depuis plusieurs années a entraîné une dégradation des services publics et des conditions de vie de la population et *de facto* une certaine méfiance de cette

²⁵ « Who are Chad's FACT rebels and what are their goals? », *op. cit.*

²⁶ « Les nouveaux maîtres de N'Djamena en quête de soutiens face aux rebelles », *Africa Intelligence*, 10 mai 2021.

²⁷ Divers trafics ont explosé dans le sud libyen suite à la chute de Mouammar Kadhafi et la découverte de gisements d'or dans le Tibesti. De nombreux gradés tchadiens prendraient part à l'exploitation de mines d'or ainsi qu'aux trafics de drogue. « Chad claims win over rebels after President Déby's death », BBC, 9 mai 2021.

²⁸ Cyril Bensimon, Frédéric Bobin, « En Libye, les ratés du pari français sur Haftar », *Le Monde*, 4 mai 2021.

dernière à l'égard des autorités du nord. L'empreinte des gouvernements a ainsi toujours été fragile. En janvier 2019, les forces de Khalifa Haftar avaient mené des opérations dans le Fezzan afin de renforcer sa stature en Libye ainsi qu'auprès de bailleurs internationaux avant d'initier la campagne contre Tripoli. Dans les faits, la mort du président Déby a confirmé, selon un responsable onusien, que « *la présence de Haftar dans le Fezzan n'est pas linéaire, elle ne s'établit qu'en pointillé* »²⁸.

Ainsi, la conquête du sud libyen s'avère un défi de taille. Le Premier ministre Dabaiba, en poste depuis mars 2021, aurait, dès l'annonce du décès du président tchadien, appelé Ankara à l'aide pour sécuriser les frontières sud. Pour rappel, la Turquie est particulièrement influente auprès des autorités de Tripoli, auxquelles elle a apporté un soutien déterminant durant la campagne de Tripoli. Le 22 avril, le chef d'état-major, Mohammed Haddad, aurait été reçu par son homologue Yasar Güler et le ministre de la Défense Hulusi Akar²⁹. Le Premier ministre aurait également demandé à la Turquie de déployer ses drones plus au sud. En l'état, le dispositif turc ne le permet pas compte tenu de la portée limitée des drones TB2. Toutefois, deux solutions permettraient de pallier ce problème : le recours à des drones MALE, tel l'Anka-S, ou l'accès à de nouvelles bases militaires dans le Fezzan ou dans les pays frontaliers. La visite, au mois de mai, de la ministre des Affaires étrangères dans plusieurs villes majeures du sud, dont Sebha, Qatrun et Ghat, traduit également la volonté des autorités intérimaires de reprendre pied dans la région. À l'issue de ses déplacements, Najla Al-Mangoush a renouvelé son appel au départ des combattants étrangers de Libye et, au cours d'une visite d'un poste frontalier, a souligné la nécessité de renforcer le contrôle des frontières³⁰.

Début mai, Musa Al-Koni, vice-président du Conseil présidentiel, réputé proche de Haftar, était également en déplacement aux côtés d'Al-Mangoush dans la région³¹. Preuve de l'intérêt pour le Fezzan, Al-Koni a créé, le 21 avril, suite aux incidents tchadiens, une cellule de crise composée de fins connaisseurs de la région, parmi lesquels les chefs militaires Toubou Issa Abdelmadjid Mansour et le Touareg Ali Kanna ainsi que le représentant de la tribu Zawiya Al-Senusi Al-Hiliq³². Une autre source occidentale rapporte que « *les forces de Tripoli et de Benghazi sont en train de déployer des soldats au sud de la Libye* »³³. En effet, le 23 avril, des unités de l'ANL stationnées dans la région militaire de Kufra auraient été envoyées sur la base de Sarra, à la frontière tchadienne³⁴. Ainsi, les récents événements au Tchad ont mis en lumière le rôle stratégique du Fezzan, trop souvent ignoré, ainsi que les luttes d'influence entre ethnies et tribus.

²⁹ « Dabaiba et Haftar rivalisent pour prendre en main le dossier tchadien... et verrouiller le Fezzan », *Africa Intelligence*, 26 avril 2021.

³⁰ Al-Mangoush: Libyans Will Not Act as Guards for Europe's Borders », *Al-Marsad*, 10 mai 2021.

³¹ « Al-Koni & Al-Mangoush Discuss Unifying Army & Securing Libyan Borders », *Libya Review*, 10 mai 2021.

³² « Dabaiba et Haftar rivalisent pour prendre en main le dossier tchadien... et verrouiller le Fezzan », *op. cit.*

³³ Pascal Airault, « Le jeu trouble de la Russie aux côtés des rebelles tchadiens », *L'Opinion*, 30 avril 2021.

³⁴ Twitter, @ObservatoryLY, 23 avril 2021, [#déploiements ANL](#).

³⁶ « Les nouveaux maîtres de N'Djamena en quête de soutiens face aux rebelles », *op. cit.*

Le Fezzan : nouveau front des parrains régionaux ?

Face à l'offensive du FACT, le Conseil militaire de transition a sollicité le concours de ses voisins nigérien et libyen afin « d'écraser la rébellion » réfugiée dans le sud libyen. Le Niger aurait procédé à quelques arrestations et repoussé les membres du FACT venus se réfugier sur son territoire³⁵. Concernant la Libye, le nouveau pouvoir tchadien aurait procédé à un rapprochement avec les autorités de Tripoli dès le 18 avril lors d'une visite tenue secrète. À l'issue de la rencontre, des canaux de communication auraient été ouverts entre l'Agence nationale de sécurité tchadienne et les services libyens³⁶. Récemment, Ahmed Kogri, à la tête des renseignements tchadiens, aurait rencontré plusieurs homologues africains et devrait prochainement effectuer des visites en France, Israël, Turquie et États-Unis³⁷. Enfin, début mai, Kaka se serait entretenu avec un conseiller de l'ambassade de Turquie au Tchad, Seyfullah Semerci³⁸.

Les parrains du maréchal Haftar sont également actifs dans le dossier tchadien. L'Égypte et les Émirats arabes unis avaient intensifié leur coopération, notamment dans le domaine sécuritaire, avec le Tchad bien avant le décès du président Déby. En février et mars, le directeur des Services généraux de renseignement égyptien, Abbas Kamel, y aurait effectué plusieurs visites. Les Émirats ont quant à eux participé au sommet G5-Sahel et à une réunion ministérielle de la Coalition pour le Sahel. Dernièrement, Mahamat Idriss Déby aurait accueilli une délégation émiratie à N'Djamena³⁹. L'intérêt de ce rapprochement serait de contrer les incursions de la Turquie au Sahel⁴⁰. En effet, les deux puissances régionales craignent que les groupes armés dans le sud libyen ne soient instrumentalisés par Ankara pour consolider sa présence en Libye et s'implanter dans la région. À ce propos, une source média a rapporté qu'un autre groupe armé, mené par Hassan Musa Al-Tabawi (vraisemblablement le *Southern Protection Force*), soutenu par les Frères musulmans et la Turquie, aurait participé à l'attaque contre le président Déby⁴¹. Si cette information ne peut être vérifiée, elle illustre les relais dont dispose la Turquie dans le Fezzan. La question d'une instrumentalisation du FACT est d'autant plus d'actualité que ce dernier aurait subi des revers importants au cours des affrontements avec l'armée tchadienne. À ce jour, seule la Russie (Wagner) dispose d'une présence dans le sud libyen (Oubari, base de Brak, et sites pétroliers de Sharara et El-Feel). Wagner serait en contact étroit avec plusieurs unités de l'Armée nationale libyenne présentes dans la région et avec lesquelles le FACT aurait collaboré dans le passé. Un rapprochement entre le FACT et la Russie (Wagner) semble dès lors une possibilité. Dans les semaines à venir, la présence russe pourrait être contestée par l'arrivée de factions pro-turques.

³⁵ « Tchad : les combats reprennent dans le Nord Kanem entre l'armée et les rebelles du Fact », RFI, 28 avril 2021 ; Junior Bekoutou, « Tchad : Niamey accepte de collaborer avec le CMT pour neutraliser les rebelles du FACT », *Tchad Infos*, 26 avril 2021.

³⁶ « Les nouveaux maîtres de N'Djamena en quête de soutiens face aux rebelles », *op. cit.*

³⁷ « Tchad : au cœur de la guerre des réseaux de renseignements », *Intelligence Online*, 17 mai 2021.

³⁸ « Les nouveaux maîtres de N'Djamena en quête de soutiens face aux rebelles », *op. cit.*

³⁹ Twitter, @MHISSEINE, [#délégation émiratie](#).

⁴⁰ Khalid Hassan, « Egypt, UAE boost security cooperation in Chad, Sahel », *Al-Monitor*, 5 mai 2021.

⁴¹ *Ibid.*

Conclusion

La mort du président Déby au cours d'affrontements avec le FACT a mis en lumière les risques induits par l'emploi de mercenaires dans des guerres de procuracy. Les derniers événements au Tchad ont par ailleurs démontré les difficultés organisationnelles et capacitaires éprouvées par l'armée tchadienne à « mater la rébellion » venue du Nord. Dans ce contexte, la présence du FACT au carrefour des frontières du Niger, du Tchad et de la Libye interroge quant aux tractations dont elle pourrait faire l'objet en Libye. La question se pose d'autant plus compte tenu des velléités politiques du groupe vis-à-vis du régime Déby.

À la problématique tchadienne s'ajoute la vulnérabilité du gouvernement actuel en Libye. Après de violents affrontements pour le contrôle de la capitale et d'âpres négociations pour la nomination d'un nouveau gouvernement de transition, l'équilibre demeure fragile. Le gouvernement du Premier ministre Dabaiba reste à la merci de l'agenda des factions libyennes représentées dans les nouvelles institutions (Conseil présidentiel et ministères) ainsi que des parrains régionaux qui n'ont à ce jour pas réduit leur présence sur le sol libyen. Bien au contraire, ces derniers ont accru leur empreinte à travers le déploiement de capacités militaires supplémentaires et de supplétifs étrangers.

Ainsi, les récents événements pourraient entraîner une militarisation plus importante du Fezzan. Les groupes armés étrangers, y compris le FACT, pourraient être courtisés par la Russie dans le but de conforter sa présence et son influence dans la région face à des incursions turques. La lutte d'influence fait peser la menace d'un embrasement du Fezzan et d'une déstabilisation accrue des pays frontaliers de la zone. Ce scénario constitue un risque majeur dans le cadre du processus politique en cours et des élections à venir en décembre 2021.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS—TOUS DROITS RÉSERVÉS